

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 278 JEUDI 7 SEPTEMBRE 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

Un tournant dans l'histoire internationale

DÉPUIS que les vacances d'été sont devenues une institution dans notre société, cette période a été traditionnellement le moment préféré des politiciens pour porter les coups les plus bas. Tout ce qui ne serait pas supportable tout au long de l'année, tout ce qui soulèverait en temps normal un tollé général, passe comme une simple pilule lorsque les braves travailleurs se dorment au soleil de nos plages polluées.

Les politiciens sont bien les seuls à ne pas chômer en cette période de l'année. C'est pourquoi les événements importants se sont succédés à un rythme presque accéléré durant ces deux derniers mois. C'est d'ailleurs surtout sur le plan international que des changements importants ont été enregistrés, même si l'équilibre des forces reste sensiblement le même.

C'est ainsi que l'Italie s'était à peine donné un président socialiste, élu par l'étrange combinaison des voix communistes et démocrates-chrétiennes, que le Portugal perdait son premier ministre socialiste. La Bolivie se donnait un nouveau dictateur pour briser l'élection du candidat de l'opposition, dans le même temps où le Chili, qui avait entamé le même processus voilà bientôt 5 ans, voyait naître les discordes entre ses dirigeants à la suite des accusations portées par les Etats-Unis contre certains d'entre eux. La pègre militaire venait à peine de remettre le Honduras au pas cadencé que le dictateur nicaraguayen, le général Somoza, se voyait contraint de céder au coup de force des guérilleros sandinistes et d'affronter une grève générale qui fait l'unanimité des travailleurs... et du patronat. Pendant que la guerre civile faisait rage en Erythrée, les mitrailleuses se tassaient peu à peu au Tchad et en Mauritanie.

Mais au-delà de tous ces événements locaux, les grandes manœuvres des super-puissances se développaient. Hua Kuo Feng profitait de ses vacances pour entamer une longue offensive diplomatique destinée à contrer les progrès de « l'expansionnisme soviétique » ; cette odyssee peu commune devait le mener dans le « domaine » de son ennemi, en Roumanie et en Yougoslavie, en Iran où le Shah, qui jette ses derniers rôles de bête traquée, n'attendait certainement pas le soutien d'un tel allié. Comme on pouvait également s'y attendre, la Chine a pris le parti du Cambodge contre le Vietnam soutenu par l'URSS dans les conflits qui les opposent à propos de territoires que les uns et les autres revendiquent en s'appuyant sur les conquêtes des régimes féodaux.

Mais les révisions déchantées à la doctrine Mao Tse Toung qui ne cessent évidemment de s'accumuler depuis la mort du leader charismatique, dont les récentes décisions de rétablir les grades dans l'armée et de créer une élite intellectuelle formée à l'étranger ne vont pas sans susciter de vives désapprobations. Le divorce désormais prononcé entre la Chine et l'Albanie est peut-être le fait le plus marquant de ces derniers mois en ce qu'il accentue la division au sein des chapelles marxistes-léninistes et apporte la meilleure du reniement par la Chine de la ligne politique suivie pendant 25 ans.

Après le mirage de la Chine maoïste, après l'illusion d'un Vietnam socialiste, c'est le mouvement palestinien qui s'entre-déchire : l'OLP, jadis dénoncée comme terroriste, n'a pu éviter, en se légalisant, de faire naître ce « Front du Refus » qui l'attaque aujourd'hui en tuant ses dirigeants.

Les doctrines autoritaires vont en s'émiettant au fur et à mesure que le déroulement de l'histoire les montre sous leur véritable jour.

Nous nous trouvons véritablement à un tournant de l'histoire internationale. Toutes les grandes puissances révisent peu à peu leur politique, chacun essayant de se redistribuer les nations les plus faibles à son plus grand profit. Les pays du socialisme autoritaire notamment font des pas de plus en plus grands en direction du rétablissement d'un capitalisme de type semi-libéral. Les alliances nouées de plus en plus fréquemment entre ces pays et des dictatures militaires de type fasciste consacrent chaque jour un peu plus la faillite du socialisme autoritaire. Cette faillite irrémédiable se fera-t-elle au profit du socialisme libertaire ? Cela dépend de nous. De vous.

RENTREE DES CLASSES...

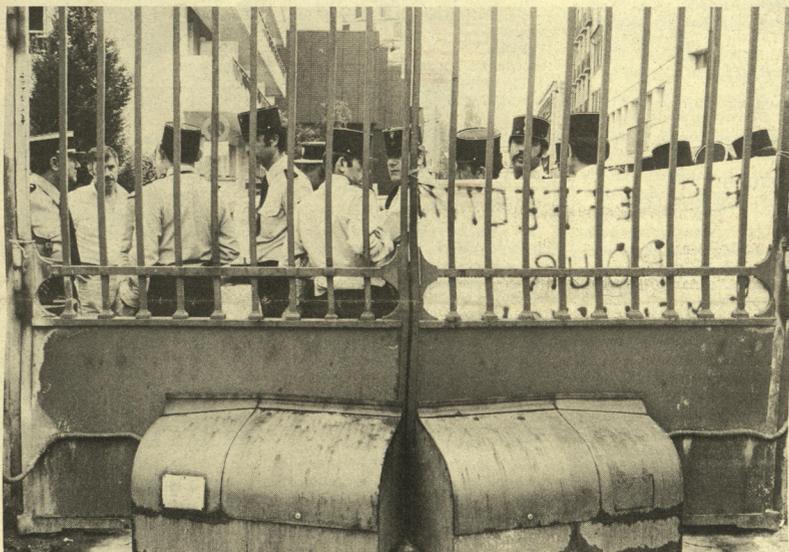


Photo Philippe Auliac

A politique libérale, économie libérale

APRÈS la liberté des prix dans certains secteurs arrive son application au produit sacro-saint : le pain. Cela s'est ardemment vu, est-ce pour cela une surprise ? Evidemment non !

Les dernières élections législatives ont donné la victoire politique à la démocratie libérale qui maintient, et en un sens renforce, la position de la France dans le bloc des démocraties libérales.

La droite libérale, forte de cette victoire politique et du désenchantement de ceux qui croyaient à la victoire de la gauche et assistent à sa débandade, va pouvoir appliquer sa doctrine à la direction politique et économique du pays.

Du côté de la politique intérieure, c'est la main tendue aux radicaux de gauche et aux socialistes. Dans une période non électorale, cela va permettre de lancer la « décrispation » aux yeux du public, en marginalisant ceux qui refuseraient leur collaboration avec le gouvernement. Robert Fabre, le président d'honneur du MRG, riche de l'expérience de ses anciens, s'est empressé de retourner sa veste côté droite. La tactique présidentielle prend, les querelles au sein du MRG et du PS s'amplifient, le fossé entre PC et PS se creuse. Mal-

heureusement pour Giscard, il existe un frein puissant à cette politique de sa propre majorité, c'est celui du RPR qui, en disciple fanatique du Maître, ne voit que l'affrontement gaullistes-communistes et ignore le reste.

Ce premier ballon d'essai lancé, que même Marchais a pris en considération en donnant rendez-vous au ministre du travail, des mesures économiques vont alors, en toute logique, être prises.

On assiste alors à une hausse des tarifs « publics » d'une part, et d'autre part à l'applica-

tion de la liberté des prix à plusieurs secteurs de l'économie. Le patronat ne peut alors qu'être satisfait : augmentation des prix sans toucher au salaire, voilà qui promet des bénéfices !

Cela va également présenter l'avantage de faire du nettoyage par la disparition d'entreprises victimes de la concurrence, disparitions dont l'Etat se lavera les mains en se déclarant non-responsable. La bourgeoisie commence donc à avoir les mains libres, hausses de bénéfices, licenciements, fusions, restructuration, etc.

Monsieur Barre, lui, est toujours satisfait, même de l'indice de 1,2% d'augmentation en juillet, nous expliquant que cela est dû aux hausses des tarifs publics, chose pour laquelle il n'y a guère besoin de faire des études pour comprendre. Pour Barre, l'important est de comprendre les fluctuations de l'indice, prouvant par là sa soi-disant maîtrise de l'économie. La hausse ou la baisse

(suite page 5)

FOP 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUVERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE - GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
 - DRAVEIL
 - VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE-BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, LEVALLOIS
 - asnières
 - courbevoie-COLOMBES
 - SEVRAN-BONDY
 - AULNAY-VILLEPINTE

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE CALBERSON (Paris 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

LIAISONS

De l'Aisne, La Ferté-Macé-Flers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Lannion, Concarneau, Brest, Centre-Bretagne, Nîmes, Montpellier, Chateauroux, Amboise, Chinon, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie « La tête en bas » - 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de « Culture et liberté » - 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.
Groupe de Lyon : le samedi de 15 h à 17 h, palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.
Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11°.
Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18°.
Groupe Courbevoie-Colombes : les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184 bd. St-Denis à Courbevoie.
Groupe Germinial : tous les mardis au café « Le Danton », rue du Commerce Paris 15°, de 18 à 19 h. Tous les mercredis au café « Le tabac », à Meudon, de 18 à 19 h. Tous les jeudis au café « Le métropole », avenue de la République à Issy-les-Moulineaux, de 19 à 20 h 15.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11 289-15 Paris

	TARIF	
	France	Etranger
3 mois	35 F	40 F
6 mois	65 F	80 F
12 mois	125 F	150 F

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus). Pays
 Abonnement Réabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat - lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Le groupe « Commune de Kronstadt » vient de se constituer à Nanterre.

Le groupe d'Annemasse vient de se constituer et appelle tous les libertaires de la localité et des communes voisines à le contacter.

Un groupe est en formation à Antibes et appelle tous les camarades et sympathisants des Alpes-Maritimes à le contacter.

Pour contacter ces nouveaux groupes, écrire aux R.I. 3, rue Ternaux à Paris.

Les Relations Intérieures de la FA organisent une permanence le samedi à Publico de 15 h à 19 h et le mardi de 18 h à 19 h.

Vous pourrez ainsi contacter par l'intermédiaire des R.I. le ou les groupes que vous désirez, envisager de former un groupe là où il n'en existe pas.

Le groupe d'Anney a édité des posters d'Emma Goldman format 50 x 70 sur papier acropole 10 F l'unité joindre mandat à la commande à envoyer à
DUCRET Jean-Pierre
 lieu dit chez Vaudey
 74 350 CRUSEILLES

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 5 EST PARU

Sujet
 Histoire de l'anarcho-syndicalisme italien (USI)
 par les Noyaux Libertaires d'Usines de Milan
 Les 5 numéros parus peuvent être commandés à Publico (7 F l'ex.)
 Ab. 8 numéros : 60 F
 Ab. de soutien : 100 F
 chèques à l'ordre de
 ASH CCP 21 600 42 C Paris

REVUE ANARCHISTE N° 4

éditée par le groupe Emma Goldman vient de paraître
 Au sommaire
 A propos de la revue A Lutttes urbaines
 Taylorisme, DPO : les méthodes changent l'exploitation demeure
 Anarchisme révolutionnaire et organisation
 En vente à Publico
 Vous pouvez aussi la commander à
Ramon PINO
 20, rue Orfila
 75 020 Paris

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Dans la province de Barcelone

On tire sur les pompistes en grève

A l'appel de la Confédération Nationale du Travail (anarcho-syndicaliste), les travailleurs des stations-service de Barcelone et de sa province se sont mis en grève, refusant l'accord collectif que veut leur imposer l'Etat espagnol. L'affiliation massive des travailleurs de ce secteur à la C.N.T. (75%) a fait que cette grève a été particulièrement suivie.

Plus attachés à la sauvegarde de la démocratie espagnole qu'à une véritable défense des intérêts des travailleurs depuis la signature du pacte de la Moncloa qui les lie au gouvernement, les syndicats U.G.T. (socialiste) et Commissions Ouvrières (communiste) ont demandé à leur peu d'adhérents dans ce secteur de jouer les jaunes en refusant cette grève.

Cette démocratie espagnole que défendent si ardemment socialistes et communistes, n'a d'ailleurs pas tardé à montrer son vrai visage en tentant de faire distribuer l'essence par sa police (la trop célèbre Guardia Civil) qui, fait plus grave, a tiré, comme au bon vieux temps, sur les piquets de grève à l'aide d'armes automatiques.

20 camarades ont été arrêtés et 400 licenciements ont été prononcés. Les pompistes de Madrid, Valence, Burgos et Séville se sont solidarisés avec leur camarades de Barcelone.

La situation est donc très tendue dans la province catalane, et nous tenterons de vous parler plus en détail des suites de ce conflit sur lequel va sans doute peser, une fois de plus, le silence des « informateurs » professionnels.

Le secrétariat aux Informations Internationales

LA RUE N° 25 EST PARUE - NUMÉRO SPÉCIAL

« Les pénétrations policières dans le milieu ouvrier »



REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
 D'EXPRESSION ANARCHISTE

LES PÉNÉTRATIONS POLICIÈRES DANS LE MILIEU OUVRIER



N° 25

9° et 3° trimestre 1978

Prix : 15 F

Édité par le groupe libertaire Louise-Michel

Au sommaire :

- La police et le mouvement ouvrier par M. Joyeux
- Techniques de pénétration par X...
- L'affaire Draveil par J.-C. Devinck
- De 1917 à 1920 par R. Bosdeveix
- La déviation de la police russe par T. Rosell
- Les provocations envers la CNT par Carmen
- La pénétration au sein du P.C. par M. Joyeux

Le numéro : 15 F

En vente à Publico

Avec le « comité national de prévention de la violence et de la délinquance »

Renforcement de l'appareil policier

Au mois de juillet dernier notre talentueux économiste, j'ai nommé M. Barre, dont le potentiel d'imagination n'est plus à démontrer, créait dans un élan de spontanéité le « comité national de prévention de la violence et de la délinquance », première pierre d'un édifice institutionnel permanent qui se donne comme « noble objectif » l'étude des causes en matière de violence et la suggestion des différentes mesures pour y remédier.

Mais oui! Ne croyez surtout pas que dans les hautes sphères gouvernementales de ce pays on reste insensible à de tels problèmes sociaux, bien au contraire on met tout en œuvre pour y faire face, si vous voyez ce que je veux dire...

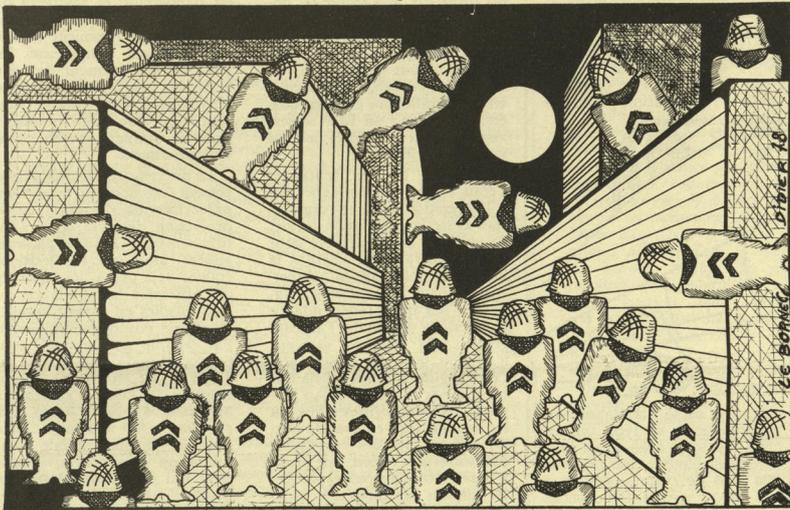
Mais il convient tout d'abord de se pencher sur le rapport Peyrefitte, un de plus, qui, comme vous allez pouvoir le constater, ne manque ni d'insérer ni d'un certain humour.

qu'engendrer ce genre de phénomène, se lamenter et faire semblant de s'en inquiéter, de s'y intéresser, relève du plus haut comique. En fait, au travers de cette soi-disant lutte contre la délinquance et la violence, c'est une tout autre pilule qu'il s'agit de nous faire avaler.

Après très certainement une analyse sérieuse de la situation, nos éminents psychologues en sont arrivés à la même conclu-

la situation n'est pas comparable avec celle de l'Allemagne fédérale, il n'en reste pas moins vrai que ce phénomène commence à se vérifier.

Dernièrement, dans cette même ville de Marseille, tout le gratin flicard, du préfet au directeur départemental de la police en passant par le chef de la sûreté, inaugurerait ce qu'il est convenu d'appeler le « BADJ », bureau d'accueil pour les jeunes. Il s'agit de la mise en place d'un organisme de prévention policière pour les jeunes avec comme principal objectif toujours la lutte contre la délinquance. Mais écoutons le chef de la sûreté nous en parler : « l'insertion sociale devient de plus en plus difficile pour les jeunes, nous sommes très sensibles à ce problème dont la gravité ne cesse de croître et l'inau-



On y apprend en effet qu'en 1977, 46 500 mineurs ont été interpellés contre 41 400 en 76. Les statistiques sont donc formelles, la délinquance des mineurs s'accroît et avec elle la violence. Le problème est urgent, nous dit-on, car les hold-up ont cru de 347,6%, les vols de 397,35% et les cambriolages de 245,65%. D'autre part, précise toujours ce rapport Peyrefitte, les délinquants mineurs rajeunissent de plus en plus et avec la délinquance est apparu un autre « fléau » parmi les jeunes : la prostitution, cela pour se trouver un logis ou pour se procurer de l'argent. Mais attendez, ce n'est pas tout! Ce comité Peyrefitte passe ensuite à un violent réquisitoire et il accuse la ville, le gigantisme des agglomérations. Dans les villes de 3000 habitants la délinquance est de 2,2% elle atteint 10,5% dans les villes de 50 à 100 000 habitants, au-dessus de 220 000 cette croissance s'accroît, le taux progresse avec les étages « mais oui »! Plus un immeuble est haut plus la criminalité est grande, et les tours sont les repères de la délinquance ; en un mot, ce comité Peyrefitte a tenté de cerner cette angouïse qui sort des grandes cités.

A la lecture d'un tel rapport, qu'une certaine presse s'est d'ailleurs empressée de publier, on est en droit de se demander si tout ce beau monde ne nous prend pas ouvertement pour des cons! Car enfin, voir ces notables, dignes représentants d'un système dont les structures économiques et sociales ne peuvent finalement

tion, à savoir une seule solution : le renforcement de l'appareil policier, bien sûr. Car, plus de policiers égale plus de sécurité, élémentaire... C'est en tout cas ce que l'on veut nous faire croire, mettre en avant cette sacro-sainte idée de sécurité, de manière à avoir l'opinion publique avec soi.

A ce sujet, les propos tenus récemment par le préfet de police devant le conseil de Paris sont édifiants. Ce dernier a souligné en effet l'efficacité de la nouvelle compagnie centrale de sécurité du métro, et des unités mobiles qui ont été mises en place en 77 pour assurer la surveillance des rues de Paris. Il a annoncé clairement que les effectifs de ces deux compagnies seraient augmentés à partir du 1^{er} octobre, nous voilà donc avertis!

J'ai déjà parlé (ML 267) de « l'ilotage », cette nouvelle technique de surveillance que l'on présente également comme un moyen de lutte contre la délinquance, cette technique mise en place à Marseille au mois d'avril dernier, et ce sur 20 îlots, devrait être étendue aux 101 îlots prévus pour le 1^{er} octobre. L'ilotage est un premier pas vers un appareil répressif très sophistiqué permettant en outre, comme cela existe déjà en RFA, de légaliser les interdictions professionnelles à l'aide d'un décret donnant la possibilité d'exclure de la fonction publique tout ce qui s'oppose à l'ordre fondamental, interdictions professionnelles dont certains camarades de la FA ont commencé à faire les frais, car en France, même si actuellement

guration de ce bureau s'inscrit dans le cadre d'une politique de prévention à l'égard des jeunes, de manière à ne pas franchir le pas de la délinquance. Ce rôle nouveau de la police est essentiel et sa place dans notre action est appelée à s'accroître toujours plus ».

Voilà! La police va donc prendre, nous dit-on, dans toute son ampleur son rôle « social » au côté des autres organismes sociaux. Une pierre de plus à l'édifice qui tend à la mise en place d'un appareil policier de plus en plus répressif.

Le plus grave c'est que l'immense majorité de la population est aujourd'hui prête à accepter, voire même à réclamer, ce renforcement de l'appareil policier, et cela grâce à un climat de psychose savamment entretenu par les gouvernements sur la montée de la violence et autour des différents actes terroristes perpétrés de par le monde.

Délinquance, violence, terrorisme, voilà autant de justifications toutes trouvées pour permettre au pouvoir de nous imposer sa société policière.

A l'heure d'une rentrée sociale qui s'annonce difficile, où de nombreux licenciés risquent d'aller grossir le lot déjà important des chômeurs, et face à l'Etat policier qui se renforce, notre lutte doit se situer aux côtés et avec les travailleurs de manière à préparer une riposte, et cela en marge des centrales syndicales dont les récents événements ont montré clairement le degré de combativité.

Denis LAROISSINIE

Après Jean, après Paul,

Jean-Paul pape, premier de nom

Sil le mois d'août fut brûlant en échauffourées de par le monde : à Paris, à Téhéran, au Nicaragua, au Proche-Orient, on eut droit à un divertissement majeur, médaille sainte et humoristique avec revers et face. Le vieux Paul mourut, Jean-Paul naquit.

Le revers, la mort de Paul VI, fut un soulagement pour les notables du Vatican, qu'ils le veuillent ou non, et malgré les mines allongées de circonstance.

Le vieux enterré, encensé, louangé avec tous les honneurs dus à la tiare, on s'empressa de tracer le portrait robot du futur nouveau pape. Cinq noms étaient en tête de liste. Des biographies furent traduites en toutes les langues, tirées et distribuées.

La très jeune assemblée des cardinaux, moyenne d'âge 70 ans, fut bouclée, fenêtres et portes scellées, pour cogiter et attendre que le St-Esprit, colombe sagace, descende sur l'une des 111 têtes du conclave.

est contre tous les tralalas : le couronnement sera « investiture » Les mass-media ont fait de cet événement la une de leurs informations, à croire que 99% de l'humanité s'agenouille devant Jésus-Christ, fils de Dieu, et devant le pape, son représentant. Sur les 700 millions de catholiques recensés, combien de renégats, d'athées, de libres penseurs? Giscard envoie ses félicitations et celles du peuple de France, Chirac les siennes et celles de la population parisienne. Il semblerait que tous deux aient négligé de consulter la base en cette affaire.

La C.G.T. et le Vatican

Nous reproduisons sans commentaire le communiqué paru dans le journal *Sud-Ouest* du 11 août, à la demande de l'Union départementale CGT de la Gironde...

« L'Union départementale de la CGT a adressé à Mgr. Daziers la lettre suivante :

En cet instant vécu douloureusement par les catholiques du monde entier, nous venons vous rappeler combien le pape Paul VI nous laisse le souvenir d'un homme épris de justice sociale, et qui a beaucoup œuvré pour la paix et le rapprochement entre les peuples.

Dans une telle circonstance, nous vous exprimons, Monseigneur, notre plus vive sympathie. »



Dehors, la foule hystérique épiait la cheminée. Un poêle des plus modernes devait assurer une fumée d'un blanc absolu, le blanc du spectre solaire. Le nouveau brûle-bulletins-de-vote n'était sans doute pas d'une technicité sans faille. Suspens à Radio-Vatican : la fumée oscillait, narquoise, entre toutes les nuances du gris, ni noire, ni blanche! Cela dura plus de 3/4 d'heure! L'Esprit-Saint vieillissant serait-il devenu velléitaire?

Coup de théâtre : ce n'est pas un « papabile » qui est sorti, pape, des urnes, mais un illustre inconnu qui, illico, se baptise lui-même « Jean-Paul ». La presse, prise au dépourvu, guette fébrilement la parution du curriculum vitae d'Albino Luciani. Il est d'origine modeste. Même s'il n'est plus, ça fait toujours bien pour le chef suprême de l'Eglise des pauvres. Au départ, donc, c'est à peu près tout ce que divulguent les journalistes : l'un d'eux, sur TF1, explique sans rire : « Le père du nouveau pape était un révolutionnaire, inscrit au parti socialiste ». Evidemment, c'était l'époque de Jaurès...!

Les « grands » de l'Eglise Romaine sont rassurés. Le nouveau pape est « simple ». Traduisons : « sans malice et pas très doué ; il n'a rien, apparemment, de l'emmerdeur qu'était son prédécesseur ». Le St-Esprit et les cardinaux ont donc bien fait les choses. Un seul est mécontent : Lefèvre. A ses yeux (spéciaux), ce conservateur est un progressiste, presque un « rouge ». Tel père, tel fils!

En tout cas, émule de Jean plutôt que de Paul, Jean-Paul

A l'heure où le nucléaire menace la planète Terre, où les régimes totalitaires de droite et de gauche emprisonnent, torturent, ligotent la liberté de penser, d'agir et d'être, qu'a-t-on à faire du pitre régnant au Vatican? Quel pouvoir a-t-il, sinon celui de perturber les croyants sincères, dans leur vie sexuelle, sociale et politique? Est-ce la prière de cet « homme simple » qui permettra le nécessaire chambardement, l'avènement d'une société de justice et de liberté? Cela est loin d'être une évidence, puisque pour le pape, qu'il ait nom Jean-Paul ou Machin, qu'il soit fils d'ouvrier ou fils de PDG, pour les chrétiens qu'il conduit sous sa houlette, le bonheur est dans le ciel, non sur la terre.

Même si son papa était « socialiste révolutionnaire », Jean-Paul 1^{er}, pape et chrétien, n'a rien à voir, ce n'est pas son boulot, avec les questions sociales et économiques, sauf à veiller sur le trésor du Vatican. « Son royaume n'est pas de ce monde », c'est Jésus qui l'a dit!

Alors, nous, on n'en a vraiment rien à foutre!

Marie-Madeleine HERMET



Bibliothèque Anarchiste
LA PILULE OU LA BOMBE
par Maurice LAISANT

En vente à Publico

Prix : 21 F

Avec le T.G.V.

La S.N.C.F. a son Concorde

DEPUIS quelques temps, la SNCF, qui se sent brimée par rapport aux autres moyens de transport, voit décidément grand! Après la mise en service des trains « Corail » (fort peu appréciés à cause de la disposition des sièges) sur les grandes lignes, voici qu'un nouveau projet est en train de prendre corps : c'est le TGV (Train à Grande Vitesse). De quoi s'agit-il ? C'est très simple. La compagnie envisage de mettre Lyon à 2 heures de Paris (au lieu de 3 h 50 actuellement) en construisant une ligne nouvelle prévue pour des vitesses supérieures à 200 km/h. Désormais,

le rail va se mettre, lui aussi, à la page en construisant des « autoroutes ».

Notons au passage que l'aspect tape-à-l'œil de cette réalisation semble vouloir faire oublier à l'usager les récentes hausses de tarif (panneaux de pub dans les gares). En fait, c'est après avoir étudié en détail les divers prétextes invoqués à ce projet que l'on y trouve des failles, notamment au niveau de son utilité même et surtout des motivations réelles de l'Etat à vouloir construire en France un « tokaido express », spécialement entre Paris et Lyon.

Une utilité contestable

L'argumentation de la SNCF s'axe sur deux points principaux : le problème de la saturation de la ligne actuelle et l'amélioration de la compétitivité du rail sur le Sud-Est. Qu'en est-il exactement ?

En ce qui concerne la saturation, on peut reconnaître, il est vrai, l'existence de nombreux problèmes sur l'axe Paris-Dijon, le plus chargé du réseau à l'heure actuelle. Le trafic y a cru, en effet, de 4% ce qui ne sera pas sans inconvénients en 1981. Seul le doublement de la section St-Florentin-Dijon pourrait apporter une solution « classique » mais il a été rejeté en raison de son coût. Pourtant, l'examen d'une carte ferroviaire nous démontre qu'il serait possible de reporter une partie du trafic marchandises sur des axes parallèles moins fréquentés (Paris-Chatillon-Dijon et Paris-Moulines-Lyon) sans pour autant avoir recours à de grands travaux. S'il en est ainsi, la thèse de la saturation, quoique sérieuse, ne justifie en aucun cas le TGV.

L'argumentation de la diminution du trafic routier et aérien sur le Sud-Est est, quant à lui, assez aléatoire. Il ne tient pas tellement compte du fait que :

- l'accroissement de la vitesse commerciale ne sera réel uniquement sur les relations au départ ou à destination de Paris

- les coûts assez élevés de la ligne nouvelle (2564 millions de francs) risquent fort d'entraîner d'ici à 1981 une nouvelle hausse des tarifs ferroviaires qui ne fera qu'encourager l'usage de la voiture particulière sur le reste du réseau

- quand aux lignes aériennes intérieures, elles connaissent déjà une forte concurrence puisque, face à la baisse régulière de la fréquentation de ses vols, Air-Inter vient de mettre en application des tarifs spéciaux.

Ce que la SNCF ne dit pas

Y'aura-t-il des problèmes écologiques consécutifs à la réalisation du TGV ? Certes oui! Lorsque l'on sait que la ligne traversera des zones à topographie relativement accidentée telles que le Morvan ou la Bourgogne, sans franchir un seul tunnel, on imagine aisément l'ampleur des bouleversements dans les sites, occasionnés par les travaux de remblaiement et de déblaiement consécutifs à la réalisation de l'infrastructure (à titre d'exemple, à St-Laurent d'Andenay, une tranchée de 25 m de profondeur sera creusée à travers une colline). Dans ces conditions les murs de soutènement en béton, en gênant la circulation des eaux souterraines, perturberont le système hydrographique local. Ajoutons à cela certains débordements dans les secteurs forestiers et nous aurons une aggravation du phénomène d'érosion, hélas trop connu dans le Morvan.

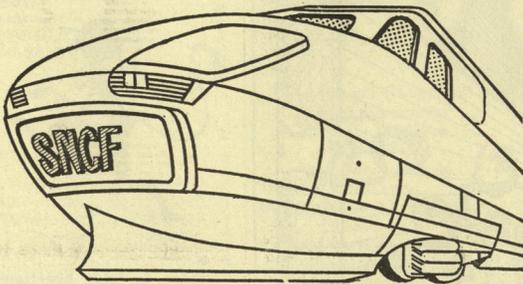
En fait, face à ce tableau très réjouissant il faut signaler que seules les communes de Montchanin et Mâcon profiteront du passage des trains rapides (points d'arrêt prévus). Ailleurs, dans certains villages, face à une éventuelle destruction du site consécutive à la construction de la ligne, des comités de défense se sont formés.

Alors la question-clé se pose : si le TGV ne doit apporter que très peu d'avantages à l'ensemble des usagers du rail, a qui profitera-t-il réellement ?

économique française (voir déjà Satolas prévu pour une utilisation intensive dans les prochaines années même si ce n'est pas le cas actuellement). De plus, la ligne nouvelle cadre parfaitement avec la politique de marketing pratiquée par la SNCF alors que la commission de transports vient de déclarer qu'il existait en France 17 déserts ferroviaires!

Conclusion

Je pense que l'on peut, en guise de conclusion, poser le



En définitive, la réponse à cette question se trouve déjà partiellement inscrite sur les tableaux de propagande de la SNCF, disposés dans les gares, concernant la destination des trains à grande vitesse. Or, on constate que les relations directes au départ de Paris concerneront essentiellement Dijon, la Suisse, la région Rhône-Alpes, Marseille et le Languedoc. Si l'on approfondit encore plus le problème, on s'aperçoit que c'est sur ces axes que s'effectuent la plupart des déplacements dits d'affaires. Du reste, n'est-ce pas à l'heure actuelle cette même clientèle que la SNCF espère rattraper aux lignes aériennes ? Est-ce vraiment un hasard si la proportion du nombre de premières classes sera nettement plus grande sur les nouveaux trains rapides qu'elle ne l'est aujourd'hui ? Il semble bien évident que le TGV correspond plus à des objectifs politiques bien précis, à savoir l'accélération et l'augmentation des relations au départ de Paris vers les zones économiquement et commercialement développées, notamment le Sud-Est, qu'à un souci d'une amélioration générale de la condition de l'usager. Quel avantage, en effet, pour nos technocrates, qu'il n'y ait que 2 heures de trajet seulement entre le futur centre d'affaires de Bercy et celui de la Part-Dieu, en cours de réalisation. Par conséquent, ce projet correspond au développement de Lyon en tant que 2^e métropole

problème de la corrélation entre transports et type de société. Lorsque celle-ci est centralisée et étatiste, elle possède des axes de communication à son image, c'est-à-dire destinés à relier essentiellement les grandes villes, convergeant surtout vers les pôles d'attraction économiques et commerciaux d'où surcharge de certaines lignes radiales.

Dans le cadre d'une société fédéraliste, libertaire et autogestionnaire comme nous la désirons, dans laquelle tout sera mis en œuvre pour supprimer cette différenciation absurde entre zones industrielles et zones agricoles avec pour seules limites les contraintes d'ordre géographique, je pense que nous nous orienterons vers un réseau ferré en mailles de filet sur lequel on ne connaîtra plus de problèmes de saturation. Enfin, on en finira une bonne fois pour toute avec l'aberrante compétition rail-route, source de gaspillages de matières premières pour en arriver à un rôle de coordination et de complémentarité entre les différents moyens de transport. Que me dites vous ? Que cela ne figure dans aucun programme politique de droite ou de gauche ? Oui, bien sûr! Mais ce n'est pas de l'utopie pour autant!

Lionel

(Tiré de *Voie libre*, organe des cheminots de la FA)

La commission Transport de la Fédération Anarchiste a publié plusieurs petits dossiers en vente à la librairie Publico au prix de 2 F l'exemplaire

NON !

à la mort du Verdon

LE Verdon est une rivière dont la source se trouve dans les Alpes de Haute-Provence, traversant le Haut-Var pour se jeter dans la Durance. Cette rivière tumultueuse n'est pas une rivière comme beaucoup d'autres, descendant paisiblement vers la mer. Le Verdon est une de ces rivières où l'aventure humaine présente des traits. C'est en effet la seule rivière qui fait rêver les nostalgiques du Colorado, de par son canyon majestueux où coule une eau émeraude qui « change avec le temps ».

Plusieurs villages ont déjà payé cher les aménagements de l'EDF nécessaires à la création du lac de Ste-Croix, en aval, qui a noyé un village entier et de multiples hectares de terres cultivables. Le projet de l'EDF est ressorti du tiroir car le Verdon est depuis longtemps convoité. Plusieurs projets ont déjà vu le jour depuis 1893, notamment en 1902 avec un début d'exécution, en 1945 avec un projet de barrage en plein milieu du canyon, puis encore en 1967 où EDF se servira du projet de 1945 et une fois de plus en 1975.

Chacune de ces tentatives s'était soldée par un échec dû à l'opposition de divers organismes et de la population locale. Et voilà un atout inespéré pour les technocrates de l'EDF : la crise du pétrole. Cela lui permettra de jouer sur plusieurs tableaux tels que l'indépendance énergétique nationale, l'aménagement du barrage créateur d'emplois pour les jeunes, etc. Cette argumentation a déjà fait ses preuves : Péchiney aux Alpilles, les sidérurgistes à Fos, où les emplois sont en grande partie occupés par des entreprises extérieures à la région, une main-d'œuvre étrangère surexploitée, les emplois qualifiés étant occupés par des salariés venus également de l'extérieur. Une fois les travaux du barrage terminés, les jeunes n'auront plus que l'exode comme récompense au projet dément.

Du point de vue économique le projet est indéfendable puisque le taux de rentabilité calculé est inférieur au taux d'actualisation du VII^e plan. Les estimations des coûts de construction sont sous-estimés car devant s'effectuer dans des conditions géologiques difficiles. Ce dont l'EDF ne tient pas compte non plus, ce sont les coûts « externes » ou indirects tels que les dommages irréversibles causés au site et aux équilibres naturels de la région et le coup de grâce donné aux communautés humaines locales qui vivent dans cette région.

Du point de vue de l'environnement le projet est tout aussi indéfendable. D'abord les quelques communautés villageoises subsistent difficilement, cause de la dépopulation de la région, et aussi par les problèmes que l'agriculture rencontre, conséquence de ce cancer du Haut-Var que constitue le camp militaire de Canjuers. Pour l'environnement naturel, le canyon du Verdon a sa réputation avec son eau. La moyenne annuelle du débit de cette rivière est de 8 à 10 mètre-cube/seconde, or avec le barrage il ne serait plus que de 1 à 2 mètre-cube/seconde. De plus, il existe des micro-climats fragiles d'été et d'hiver qui tiennent à un degré d'hygrométrie particulier déterminé par le débit du Verdon et du Bau, causant la mort certaine de la flore et de la faune fragile (déjà les truites sont menacées par

la remontée d'autres poissons du lac de Ste-Croix). Le paysage sera totalement modifié par le barrage lui-même (sa hauteur sera de 70 m), le foisonnement de pylones et de câbles évacuant l'électricité par dessus le canyon et les crêtes environnantes, sans parler des carrières ouvertes et des déblaiements (750 000 mètres cubes), la destruction d'une partie de la forêt d'Angouire pour la retenue d'eau de la tour, station de pompage des lignes, etc. La rivière le Bau sera engloutie et rayée de la carte. Les travaux souterrains risquent de modifier les nappes d'eaux et par là même le débit des sources nombreuses qui font vivre la population locale et l'agriculture.

La géologie du site, faite de nappes crétacées et jurassiques, riche en failles et fractures réelles, est dangereuse et réservera de fâcheuses surprises au moment des travaux. La sismicité du site est également dangereuse. En 1951 un tremblement de terre a détruit l'église et une partie du village de Chasteuil où l'épicentre se trouve à l'emplacement du barrage. Souvenez-vous de Malpasset...

Le directeur régional de l'équipement écrivait en 1972 : « Notre préoccupation constante est la protection des sites et de l'environnement ». Pendant plusieurs années, alors que les décisions étaient déjà prises, les autorités ont affirmé à la population locale qu'elles en étaient simplement aux études préliminaires. Par comble d'hypocrisie, nous pouvons lire dans une revue du 8 mai 78, *Le Moniteur* : « Construction de grandes centrales : Moustiers, 4 groupes de 50 MW (Verdon) : 580 millions... » cela sans que la phase finale (consultation administrative officielle qui précède la déclaration d'utilité publique) ne soit entreprise.

Nous ne nous faisons d'illusions sur de tels procédés d'une des tentacules de l'Etat qu'est EDF. Il est du devoir de chaque homme conscient que la réelle démocratie ne passe pas par l'arbitrage du pouvoir d'Etat et de ses instances régionales pour juger comment veut vivre une région qui a déjà payé un lourd tribut aux concentrations estivales.

Seule la lutte paye!

A. OLIVIER

en bref...en bref...

Vu la mauvaise volonté de la part du corps policier dans l'enquête sur la mort de Jean-Louis Lin, militant d'extrême-gauche retrouvé noyé dans la Seine le 10 juillet dernier, un comité s'est créé et a déposé plainte contre X pour homicide volontaire avec constitution de partie civile, et lutte pour que tout la lumière soit faite sur les causes de cette mort.

Florent Jullien a été arrêté le 28 juillet pour insoumission. Le 5 août il commençait une grève de la faim, le 8 août il était transféré à la maison d'arrêt de Gradignan. Soutenez-le dans son combat Florent Jullien N5 6727 maison d'arrêt 17, rue du Chouinay 33 170 Gradignan

Des patrons au-dessus des lois...

LES anarchistes ont toujours dénoncé l'idée qu'il puisse y avoir une bonne législation du travail salarié, celui-ci restant toujours l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pour quoi nous nous battons rarement pour des réformes législatives ou pour l'application (stricte) de telle ou telle loi, préférant nous battre directement sur le terrain libertaire : liberté et équité. Chacun sait que les lois sont faites par et pour ceux qui nous gouvernent (je parle des possédants) et qu'elles n'offrent, aux travailleurs en particulier, que de médiocres garanties. Ce n'est pourtant pas encore une misère suffisante pour certains qui n'hésitent pas à transgresser tranquillement leur propre légalité pour mieux en-

Il en est ainsi du sieur Petit Paul, candidat RPR aux dernières législatives (il a pris sa veste face au PC), grand chef du SAC sur Limoges, exploitant agricole et... exploitateur sans vergogne. Il se permet, impunément jusque là, (en Hte-Vienne, selon des responsables CGT, c'est une pratique très courante), de faire à ses ouvriers des feuilles de paie (qu'ils signent, jusqu'où va la soumission!) au SMIC et de leur donner... 700F par mois. Avec les remerciements de la maison. Pour les déclarations d'impôts, il s'en charge, tu penses! Merci patron! Mais il fait mieux. Un beau jour, un ouvrier tombe malade. Qui ramasse les indemnités de maladie? Vous avez deviné! Cet ouvrier va réagir enfin car... « vous comprenez avec les frais

d'affiches, de tracts, etc. »... il n'est pas payé depuis les élections!

Ces élections, quelle aubaine tout de même! Notre anti-électorisme ne doit pas nous cacher cette réalité : mars, pour la droite, est une victoire inespérée qui les laisse libres jusqu'en 1981 d'exploiter à qui mieux mieux la situation et ils ne s'en privent pas. Barre lui-même annonce fièrement que le chômage va encore augmenter et qu'il faudra bien s'y faire, qu'un indice d'inflation de 1% par mois est tout à fait bon, etc., etc.

Mais revenons à la Hte-Vienne où il s'en passe tous les jours des bonnes. Dans une petite usine de couture à Magnac-Laval, les ouvrières ne sont pas payées depuis plus de trois mois et continuent allègrement leur travail. Près de Limoges, une usine en grève est vidée par les CRS sans que personne ne réagisse. Mais les conditions salariales sont les plus dégueulasses dans le secteur agricole où les anciens sergents ont la nostalgie du ser-

« de la Tour » licencient sans préavis et les syndicats ont toutes les peines du monde, par la voie de la justice (quand donc les ouvriers renouèrent-ils avec l'action directe?) à faire sanctionner les infractions. Cette noblesse dégénérée a encore des appuis partout dans la mafia des avocats véreux, des juges fascistes, des politiciens aux dents longues. Oh l'innocent qui veut attaquer son patron en prudhomme et se retrouve face à un juge qui de toute évidence a déjà tout magouillé. Mézigue s'est pointé y'a pas longtemps comme ça devant le juge de Bellac, un nommé Davriac, qui, en guise de bonjour, m'a lancé : « Vous n'avez pas de veste? ». Si t'es pas déguisé en bourgeois, c'est foutu pour toi.

Enfin, pour couronner le tout, si t'es anar ou simplement si tu ne vas pas tout à fait comme les autres, l'auras affaire à de sympathiques gendarmes qui feront des visites régulières à tes voisins et iront voir ton éventuel patron en lui expliquant que, s'il ne veut pas d'ennuis (venant d'eux, non de l'ouvrier) il ferait mieux de te virer vite fait. Merci les flics, on se revoit ça. Comment se débarrasser des agitateurs et autres gêneurs d'exploiter en rond? En leur coupant les vôtres.

Alors tu cours les routes en pure perte, tu fais des réunions où personne ne se donne la peine d'aller, tu déballes à chaque occasion tes idées et la révolte de tes tripes à des personnes pour qui, à les entendre, tous les patrons sont à tuer mais se dégonflent dès que l'un d'eux les emmerde. Tu t'agites, en bref tu milites et la révolte va croissant, se débattant dans le marasme actuel. La révolution semble lointaine.

Jusqu'à quand l'immense majorité de la population restera enfermée dans l'alternative gauche-droite, jusqu'à quand supporterons-nous la fascisation croissante et hautement démocratique du pouvoir en place et notre exploitation de plus en plus complique, jusqu'à quand sacrifierons-nous notre liberté, l'essence de notre vie, à un misérable semblant de sécurité, de bien-être, muselant notre révolte, refusant d'admettre que la seule solution réelle est la révolution sociale, sacrifiant notre vie de peur de la perdre?

JUSQU'A QUAND?

R. LATAPY

A politique libérale, économie libérale

(suite de la page 1)

de l'indice n'est pour lui qu'un problème émotionnel sur lequel il faudrait cesser de parler.

Le bilan n'en reste pas moins l'annonce de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, baisse qu'annonçaient de précédents articles du *Monde libertaire* comme choix prévisible de la bourgeoisie face à la crise.

Les palabres sur la baisse de l'essence ne sont que canular de diversion pouvant faire croire que la liberté des prix n'implique pas forcément que des hausses. Le résultat, on l'a vu, n'en reste pas moins que le

syndical en milieu intérimaire (dispersion du personnel). La dernière subtilité consiste à ce que le patron contrôle lui-même la boîte d'intérim à laquelle il a recours.

Les dernières mesures que voudrait appliquer la bourgeoisie étant enfin l'essai de privatisation partielle de secteurs nationalisés (Télécom ou PTT par exemple) faute de pouvoir syndicaliser tout de suite, et le remplacement de la Sécurité sociale par une concurrence de Sécurités privées comme aux USA. Les attaques actuelles dirigées contre ces



prix de l'essence restera où il est.

La politique de la bourgeoisie, elle, n'en restera pas là, et va avoir une répercussion inévitable du côté social. Grâce à l'apathie actuelle du mouvement ouvrier et de l'expectative des confédérations syndicales, c'est la guerre aux conventions collectives qui se prépare, ces conventions formant, pour le patronat, un vrai carcan qu'il faut faire exploser.

Ceyrac annonce la caducité de la cinquième semaine et l'ère du « capital loisir ». Seulement, l'autre face c'est le « capital travail », capital d'environ 1920 heures qu'il faudrait faire dans l'année. Ce qui, par exemple, sur un chantier en plein air, permettrait par un temps rigoureux de mettre en vacances forcées les travailleurs et les faire travailler une plus grande partie de l'été, d'où maniabilité du personnel et plus grande rentabilité dans son exploitation.

Il n'est même actuellement rien prévu en cas de maladie ce qui permettrait de sous-entendre que le temps de maladie est pris sur le loisir, le « capital travail » devant être accompli entièrement. Il suffira de parler un peu de participation aux bénéfices de l'entreprise, d'étendre les horaires mobiles à certains domaines pour que cette politique, présentée sous de bons aspects, passe.

En attendant, la stratégie déployée pour s'attaquer aux droits des salariés est l'augmentation de l'emploi d'intérimaires, main d'œuvre docile, surtout en temps de chômage. Cette stratégie met en difficulté les syndicats, déjà peu combattifs, de par la difficulté du travail

deux secteurs le laissent présager.

On voit donc que face à la crise, et ce n'est pas une surprise, le gouvernement a choisi la solution du patronat, la fuite en avant vers le capitalisme le plus sauvage, choix propice au moment où le mouvement ouvrier se cherche et hésite à aller encore plus avant dans la collaboration de classes. C'est donc une manœuvre de grande ampleur qu'ont décidé de mener le gouvernement et le patronat, ampleur qui n'a d'égal que l'affrontement économique et politique mondial entre les différents blocs.

Face à cette offensive « libérale » qui ne l'est que pour la bourgeoisie, les anarchistes sont bien conscients du rôle qu'ils ont à jouer et sur quel terrain il faut se battre. Refusant toutes les poudres aux yeux et les problèmes parcelaires qui leur sont présentés, c'est bien sur le terrain économique et social qu'il faut se battre, en dénonçant le parlementarisme, la passivité et la collaboration de classes.

Il faut bien faire comprendre aux travailleurs que c'est leur pouvoir d'achat et leur peu de droits qui sont attaqués. Il faut résister à l'offensive psychologique du pouvoir, leur montrer où mène la collaboration de classes et que le combat peut être payant si l'on analyse bien les rapports de force en présence.

Seuls les anarchistes ne sont pas entrés dans le jeu des surenchères électorales, seuls les anarchistes peuvent proposer des solutions nouvelles.

Groupe Malatesta

R.F.A. : L'AFFAIRE FILBINGER

LES journaux du 8 août annonçaient la démission du Ministre-président (Premier ministre) du Land Bade-Württemberg : l'honorable Hans Filbinger, chef de file du parti chrétien-démocrate de ce Land. Il s'agit là de la conclusion d'une affaire bien malpropre qui, durant des mois, a agité ce qu'on appelle l'opinion publique et suscité des polémiques aussi passionnées qu'hypocrites. Filbinger fut pendant la guerre juge et procureur de tribunal militaire dans la marine de guerre allemande. Comme tel, il a prononcé - ou demandé de prononcer - des sentences de mort à l'égard de marins. En particulier, au printemps 1945 une condamnation à mort par contumace à l'égard de l'instigateur d'une mutinerie à bord d'un Schnellboot, suivie de meurtre et de désertion. Ces faits, évoqués en 1978, ont soulevé la réprobation de tous les milieux d'extrême-gauche, puis des Jusos et enfin du parti social-démocrate lui-même. Une violente campagne, menée contre Filbinger et exigeant - au moins! - sa démission, indigna le CDU qui couvrit Filbinger. Ce dernier refusa de démissionner, mais peu à peu le CDU comprit qu'il était préférable de « laisser tomber » un type aussi compromettant et lui conseilla de « mettre fin à ses fonctions dans l'intérêt de son parti ».

De quelque côté qu'on considère cette affaire, on est en pleine merde! Comment, on a attendu 1978 pour connaître le passé de Filbinger!! En 1968 on savait parfaitement que Filbinger avait été en Norvège juge et procureur, avait prononcé - de par son métier! - des sentences implacables. En 1972, la revue *Spiegel* avait raconté en détails l'histoire du soldat Kröger, exécuté à Oslo. Cela n'avait pas empêché le parti social-démocrate en 68 de faire une grande coalition avec le CDU, dans le Land Bade-Württemberg, sous la présidence de ce même Filbinger. De leur côté, les petits copains du CDU connaissaient parfaitement le passé de Filbinger qui - il n'était pas le seul! - jouait au résistant de la dernière heure, au parfait démocrate, à l'antiterroriste, au défenseur de la Constitution. Et si, au dernier moment, ils ont lâché Filbinger, c'est en raison d'intérêts électoraux sordides. SPD, CDU : aussi malpropres, les uns comme les autres. Et Filbinger? Comme bien d'autres, quand le troisième Reich a basculé, il a aussitôt senti en lui naître des convictions nouvelles. Et une carrière politique brillante a commencé. Son passé? Il l'a oublié et, s'il a prononcé des sentences de mort... c'était par contumace, parce qu'il savait que les condamnés ne risquaient rien, la guerre étant quasi finie. Ce drôle n'a même pas eu le courage d'endosser la responsabilité des actes que son triste métier lui dictait. Il aurait pu dire : j'ai appliqué les règles strictes du code de justice militaire, j'ai fait mon métier. Même pas ce courage élémentaire : il a préféré continuer à endosser le rôle du faux résistant, du type qui mise sur deux tableaux. Et on avait fait de cette lavette un premier ministre!

Pour nous anarchistes, la cas Filbinger doit être débarrassé de certaines considérations hypocrites. On semble reprocher à Filbinger d'avoir été juge et procureur « nazi ». La justice (!) des conseils de guerre est partout la même : féroce et stupide. Tout conseil de guerre français, américain ou anglais aurait prononcé les mêmes condamnations. Tous, juges et procureurs, ont de la même race et ce qu'on peut surtout reprocher à Filbinger c'est d'avoir fait - peut-être choisi - un métier aussi répugnant, puis d'avoir renié son passé pour sauver sa carrière de politicien. De quelque façon qu'on considère cette affaire Filbinger, on rencontre partout bassesse, lâcheté, ambition féroce, hypocrisie.

La merde? Elle est partout, même dans la République Démocratique Allemande. *Neues Deutschland*, organe du SED (parti communiste) nous apprend que le général de brigade (en retraite) Arno Von Lenski vient de recevoir la décoration du mérite patriotique (en or). Ce Lenski est un des généraux allemands qui, après Stalingrad, rallièrent le camp « antifasciste » et il a fait en Allemagne de l'Est une brillante carrière comme réorganisateur des divisions blindées. De 1939 à 1942, ce même Lenski était juge au tribunal populaire du Troisième Reich et a prononcé durant cette période au moins 20 condamnations à mort, sans parler des condamnations à la détention perpétuelle. Un beau palmarès... à rendre jaloux Filbinger. Si Filbinger avait choisi l'Allemagne de l'Est, il serait lui aussi décoré et mériterait le respect des communistes, ces professionnels de l'antifascisme!

Jean BARRUÉ

Allemagne

BERLIN-OUEST — Le ML a déjà parlé de l'affaire des camarades qui imprimaient depuis plusieurs années Info-Bug le journal des groupes berlinois non-dogmatiques, ainsi d'ailleurs que d'autres publications. Info-Bug avait soumis à la discussion de ses lecteurs des textes relatifs aux « cellules révolutionnaires », au « mouvement du 2 juin » et à la « RAF ». Le fait d'avoir imprimé ces textes les rendait complices d'organisations terroristes (paragraphe 129 a) et dans le climat policier instauré en Allemagne, l'arrestation des 4 imprimeurs s'imposait. Elle a duré 8 mois pour 3 d'entre eux, et dans des conditions particulièrement sévères. Le procès s'est ouvert en juin et, malgré l'opposition du procureur, le tribunal a mis en liberté le 13 juillet, les 3 accusés. Cela ne signifie pas qu'ils sont à l'abri de peines de prison : car le procès continue et après interruption le 10 août, il re-

prendra le 11 septembre. Cependant la mise en liberté des 3 accusés est une victoire qui est due à l'intense mouvement de protestation et de solidarité qui s'est traduit par de multiples pétitions et par la publication régulière d'un bulletin d'information donnant le détail des séances du procès, bulletin largement diffusé en Allemagne et à l'étranger.

On est en train de fonder à Berlin un « Forum libertaire » : un local où pourraient se réunir, discuter, lire tous les libertaires membres ou non d'organisations. Ce Forum permettrait aux camarades de prendre contact et, déjà, les groupes Initiative-FAU (anarcho-syndica-

Informations internationales

listes), Action Non-Violente, les maisons d'édition Libertad et Kramer sont intéressés par ce projet. Le Forum serait enregistré comme association déclarée, ce qui lui assure juridiquement une plus grande sécurité. Le Forum est ouvert à tous les courants de la pensée libertaire, sans aucune exclusive, et la libre discussion entre camarades, qui souvent ne se connaissent pas, est le meilleur moyen d'arriver à un rapprochement.

FRANCFORT — La cour d'appel de Francfort vient de déclarer irrecevable la demande d'extradition formulée par le gouvernement yougoslave à l'encontre de deux exilés croates Dragoja et Milicevic. Aucun fait ne peut leur être reproché : l'honorable Tito les accusait de faire partie de la « Fraternité révolutionnaire croate » et d'avoir perpétré plusieurs attentats. Aucune preuve n'ayant été apportée, la cour d'appel n'a pas fait suite à la demande d'extradition. Il est regrettable qu'en France la justice, lors de l'affaire Croissant, se soit montrée aussi stérile : les juges de Francfort ont fait preuve d'indépendance (pourvu que ça dure...)

WETZLAR — Comme dans toutes les villes de la RFA, il existe à Wetzlar un centre de jeunesse et une maison de la jeunesse qui d'après ses statuts est ouverte à toutes les organisations de jeunes - non illégales - : politiques, culturelles, sportives. Les statuts prévoient l'autogestion de cette maison par les jeunes. La ville de Wetzlar qui est jumelée avec la ville d'Avignon, a été il y a quelques mois le siège des 5^e Jeux de la jeunesse européenne. Il y eut beaucoup de discours - y compris celui du maire chrétien-démocrate de Wetzlar - préconisant les contacts entre jeunes de divers pays et insistant sur la nécessité de relations fraternelles entre les jeunes européens. Ce fut notre camarade Horst Stowasser qui est un des responsables de la maison de la jeunesse - tout en étant militant anarchiste! - qui se chargea du travail d'interprètes en 5 langues, avec un tel brio que le maire lui décerna la médaille d'or de la ville de Wetzlar.

Hélas! les belles paroles du maire ne sont guère en accord avec l'attitude de la municipalité CDU dont il est le chef. Visiblement les chrétiens-démocrates font tout - en dépit des statuts - pour imposer leur politique aux jeunes : diffamation des responsables actuels de la maison de la jeunesse, arrachage d'affiches, interdiction de certains journaux dans la maison (en particulier le *Journal de la ville de Wetzlar*, organe de comités de citoyens qui ne partageait pas les idées de Mr. le maire), tentative d'interdire de boire dans la maison de la bière et du cidre (ce qui était l'usage depuis 5 ans) et enfin un fait plus grave : décision, en date du 29 mai, prise par la municipalité, d'exclure de la maison de la jeunesse trois organisations qui y avaient de tout temps libre accès : une organisation d'objecteurs de conscience et deux groupes de jeunes communistes. Devant ces entorses aux statuts et aux libertés garanties par la Constitution, les jeunes ont en juin occupé la maison de façon permanente et l'ont mise sous ré-

gime d'autogestion générale. La presse et la télévision ont été alertées, une longue lettre a été adressée au maire d'Avignon (ville jumelle). Mais le maire de Wetzlar a refusé de communiquer les adresses des organisations de jeunes d'Avignon, pensant sans doute que ces adresses sont sa propriété personnelle. Le *Journal de la ville de Wetzlar* a publié une lettre ouverte de notre camarade Stowasser au maire : lettre qui reprend tous les griefs des jeunes, insiste sur la contradiction entre les propos officiels du maire et ses actes administratifs. Devant cette duplicité Stowasser lui renvoie la médaille d'or qui lui avait été décernée. Telle était la situation en juillet. Dans les prochains numéros du ML nous parlerons des suites de cette affaire.

hollande

JUSTICE DE CLASSE — Le ML a déjà signalé le cas de notre camarade Evert Bruggenkamp, employé à l'asile d'aliénés de Endegeest, près de Leyde. Le 13 mars, Evert avait menacé le directeur avec un révolver à air comprimé, non chargé! Appel à la police : inculpation de tentative de prise d'otage et de tentative de meurtre! Les déclarations d'Evert mettaient en cause la gestion de l'établissement, les malversations multiples à l'égard des malades (vols de biens personnels, vols de nourriture). Le fait qu'Evert était anarchiste et qu'on trouve chez lui une brochure sur la RAF (en vente partout!), lui valut deux mois de détention préventive que rien ne justifiait. Libéré avant son procès, Evert comparut le 6 juin devant le tribunal de La Haye. Au cours des débats, on fit tout pour passer sous silence les scandales de l'administration de l'asile et pour insister sur le côté terroriste de l'affaire. Le procureur réclama 7 mois de prison, dont 3 avec sursis. Signalons en passant que le même jour, à Arnhem, un individu qui, avec un fusil chargé, avait pris en otages deux femmes et les avait violées, bénéficia de l'indulgence du procureur qui ne réclama que 4 mois de prison : sans doute n'était-il pas anarchiste! Le 20 juin, le juge suivit les réquisitions du procureur et prononça le jugement condamnant Evert à 7 mois de prison. Evert a fait appel. Il est en liberté, mais si l'appel est rejeté, il aura encore deux mois de prison à purger. Cette affaire fait du bruit non seulement à Leyde et en Hollande, mais aussi dans les milieux qui s'intéressent aux hôpitaux psychiatriques et on dénonce les pratiques mises en œuvre à Endegeest. La direction d'Endegeest s'efforce de faire poursuivre les personnes qui ont manifesté contre elle et se propose de licencier les « brebis galeuses » de son personnel. L'affaire Evert n'est pas finie!

FONCTIONNAIRES ET SERVICES PUBLICS — Le 23 juin les employés de tous les services publics de Rotterdam, Amsterdam, Groningen et Utrecht ont « interrompu » le travail, c'est à dire ont décidé une grève de 24 heures. Fait extraordinaire! Car la loi de 1903

interdit toute grève dans les services publics sous peine de 6 mois à 6 ans de prison! Et le gouvernement néerlandais se refuse toujours à signer la charte sociale européenne, en raison du droit de grève qu'elle contient. Le gouvernement prépare une diminution des traitements des fonctionnaires de 3%, une révision du système des pensions, un accroissement des impôts sociaux : sous le prétexte hypocrite que les fonctionnaires sont favorisés en comparaison avec le secteur privé.

Cette grève montre une combativité croissante chez des travailleurs jusqu'ici organisés dans des syndicats de catégorie. Ces syndicats s'étaient unis dans un comité de négociations qui s'est scindé, car les fonctionnaires du sommet de la hiérarchie se sont séparés des « inférieurs », des « petits ». Le syndicat social-démocrate ABVA, qui avait vu échouer une tentative d'exclusion de son sein des membres du parti communiste, a été obligé de prendre une attitude plus militante, poussé par les syndicats social-démocrates des usines qui savent bien qu'une victoire des fonctionnaires donnerait le feu vert aux revendications dans l'industrie. De plus, dans les syndicats de fonctionnaires, les femmes ont été les plus actives, car les menaces de licenciement et la politique d'austérité dans les services sanitaires et sociaux les frappent tout particulièrement.

Dans les quatre villes, citées plus haut, il n'y a eu ni autobus, ni tramway, ni métro. Dans les postes : grève du zèle et fermeture de certains bureaux. A Groningen et Utrecht, les éboueurs ont fait grève. Et le lundi 26 juin, a eu lieu à La Haye une manifestation qui a réuni 80 000 participants, a bloqué la circulation autour du Parlement. Manifestation aussi importante que celle d'Amsterdam contre la bombe à neutrons. Le ministre de l'Intérieur, pour éviter une plus grande agitation, s'est résigné : il n'a pas pris de sanctions contre les grévistes. Mais comme le gouvernement de Van Agt est décidé à prendre une attitude ferme à l'égard des oppositions extraparlimentaires (et même parlementaires) il faut s'attendre à de nouvelles actions des services publics et, peut-être, à d'autres grèves.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS — Il y a en Hollande des travailleurs marocains qui, à la recherche d'un emploi, ont trouvé un poste sans contrat et sans sécurité sociale. Ils vont être expulsés et « rendus » au gouvernement marocain, à la suite d'un décret-loi exigeant un permis de travail ou une déclaration signée du patron et attestant que le travailleur était à son service depuis novembre 74. Ce qui entraîne pour le patron des conséquences fiscales auxquelles il s'efforce d'échapper. Lors de cette proposition de loi, il y avait eu des grèves de la faim des ouvriers marocains, grèves soutenues par les syndicats. Les grévistes avaient obtenu du délai et interjeté appel. Cet appel est rejeté et les expulsions menacent : or, beaucoup de ces ouvriers risquent en arrivant dans leur pays la prison ou le camp de concentration. A Utrecht une quarantaine de marocains se sont enfermés dans une église et ont recommencé la grève de la faim. La police (d'après une loi de 1870) ne peut procéder à des arrestations dans un local affecté à un culte. Cela n'est évidemment qu'un retour à l'application de la loi et il faut craindre que les expulsions soient effectuées, avec les conséquences qu'elles impliquent pour les victimes.

Espagne

L'épreuve de force

L'épreuve de force engagée entre la CNT et l'Etat espagnol se poursuit. Depuis l'affaire « Scala », et à la suite de cette provocation policière visant à assimiler la CNT à une organisation terroriste, cinq anarcho-sindicalistes de la CNT sont toujours emprisonnés sans qu'aucune charge ne soit relevée contre eux. Ils sont toujours dans l'attente d'un jugement (sur les 7 camarades emprisonnés initialement, 2 ont été libérés le 30 juin contre une caution de 25 000 pesetas pour chacun d'eux).

Les militants de la CNT et des aténées libertaires sont en train de riposter vigoureusement à la répression et au terrorisme d'Etat. La CNT prouve chaque jour qu'elle est l'unique syndicat révolutionnaire des travailleurs face aux magouilles et à la collaboration de l'UGT (socialiste) et des Commissions Ouvrières (communiste). Ces derniers mois, elle a démontré sa combativité dans toutes les luttes ouvrières (commerce, métallurgie, transports, le livre et les grands magasins). La CNT se prépare à affronter la possible signature d'un nouveau pacte de la Moncloa. Ce nouveau compromis entre le gouvernement et les organisations réformistes déterminerait l'application réelle de la loi anti-terroriste qui entraînerait l'annulation de l'amnistie syndicale et politique et l'application de la loi d'action syndicale, grave atteinte à l'indépendance syndicale. Ces démarches sont des attaques directes contre la politique assembléiste et autonome de la CNT.



La CNT vient de nommer un nouveau comité national ayant désormais son siège à Barcelone. Dans une interview aux journaux confédéraux CNT et Solidaridad Obrera, ses membres ont déclaré à propos de leur stratégie actuelle : « Nous voulons continuer l'œuvre du passé. La nouvelle étape devra être plus active. Les problèmes les plus urgents que nous ayons maintenant sont la loi sur l'action syndicale, la revendication du patrimoine confédéral et la structuration organique de la CNT au niveau national, surtout dans les zones où il n'existe aucune structure. »

Après la légalisation de la CNT et l'explosion de débats qui s'étaient instaurés en son sein, il semblerait que le mouvement anarchiste ibérique reprenne ses traditions historiques : c'est-à-dire que la CNT reste l'organisation de classe des travailleurs, et que pour la décongestionner du rôle global que certains voulaient lui faire jouer, se recréent la FAI et la FJL (jeunes libertaires), de même que se renforcent les athénées libertaires dans les quartiers. Comme le déclare Quinet dans CNT : « Pour nous autres (anarchistes organisés dans la FAI) il est plus qu'évident qu'il y a l'identité absolue des principes idéologiques entre les distinctes organisations du mouvement libertaire. Tant la FAI comme la CNT et les Jeunes libertaires puisent la force de leur concept idéologique dans l'anarchisme de toujours. »

PATRICIO
(groupe C. Berneri)

CNT, organe national de la Confédération National du Travail d'Espagne et Solidaridad Obrera, organe de la CNT de Catalogne, sont en vente à Publico au prix de 4 F l'exemplaire.



Le livre de la semaine — par Maurice JOYEUX

Lenine face aux moujiks

par Chantal de Crisency

Ed. du Seuil

VOICI un ouvrage en tous points remarquable. Dans un premier temps l'auteur se livre à une étude solide sur les rapports entre Lenine et le mouvement d'émancipation des paysans après l'abolition du serfage en Russie. Mais l'analyse débouche sur l'attitude de Lenine face aux moujiks pour confronter le parti social-démocrate et les socialistes révolutionnaires à partir de Marx auquel ces deux partis se réfèrent. Et dans cette confrontation, les bolcheviks n'auront pas une attitude différente de celle des mencheviks sur le processus qui doit conduire le monde paysan à participer à la révolution socialiste. Pour Lenine comme pour le parti social-démocrate russe, toutes tendances réunies, le pays est trop pauvre et les moujiks trop ignorants pour prendre l'histoire en marche. Il s'agit d'abord de procéder à une accumulation de type primitif, capable de donner naissance à une économie conduite à l'industrialisation par un capitalisme et qui ouvrira la voie au socialisme. Le parti social-démocrate doit contribuer à l'instauration d'une république libérale susceptible d'accomplir cette tâche. Méthode imbécile qui, appliquée de nos jours dans les pays en voie de développement, a transformé des économies archaïques en économies de classes que les peuples subissent à travers un système de profit, d'autorité de l'Etat, imposé par un seul parti autorisé, celui de la direction du pays, ce qui confère à ces pays arabes par exemple, dont l'idéologie est barbouillée de formules marxistes-léninistes, un caractère fasciste. Cette industrialisation, étape indispensable à l'instauration du communisme que préconise Lenine, se heurte à la revendication des paysans, dont l'esprit communautaire se projette dans le Mir, commune coo-

pérative en révolte permanente contre la propriété seigneuriale, la politique agraire du Tzar et dont le mot d'ordre est simple : « La terre à celui qui la travaille ».

Cette revendication conduit au morcellement de la grosse propriété et du domaine de l'Etat. Elle ne donne pas satisfaction à Lenine car, pour lui, seule l'industrialisation des campagnes est susceptible de développer la production agricole en s'inspirant des méthodes américaines. C'est à brève échéance la disparition de la paysannerie refoulée vers les usines et cela aboutit à la capitalisation de l'agriculture que nous observons chez nous depuis 25 ans. Pour justifier sa politique de capitalisation puis d'étatisation de la terre, Lenine va devoir se débarrasser, avec d'ailleurs la complicité des mencheviks et des libéraux, de la petite propriété paysanne et prolétarianiser les paysans pauvres. Il le fera à travers des formules qui assimileront le paysan pauvre à la bourgeoisie, en accusant le moujik d'ignorance, de paresse, d'ivrognerie, en condamnant le Mir uniquement préoccupé par une agriculture de subsistance. Mais écoutons-le : « Nous commettrions une faute si nous nous mettions à défendre des mesures susceptibles d'entraver l'évolution sociale ou de protéger artificiellement la petite paysannerie contre l'essor du capitalisme, le développement de la grande production ». En réalité, le programme de Lenine et des bolcheviks sacrifie la petite paysannerie à l'industrialisation des campagnes. C'est soit la propriété capitaliste des campagnes soit la ferme-usine collective d'Etat, mais de toute manière la disparition de la petite paysannerie. Et c'est ce « programme » qui va le conduire à éliminer d'abord le « parti popu-

liste » puis les paysans de l'Ukraine conduits par Makhno et les anarchistes.

Pourtant Lenine, qui a lu Machiavel, lâche parfois du lest ! A chaque révolte des paysans il rangera son programme impopulaire dans les campagnes pour ressortir sa formule attrapante de la lutte ouvrière et paysanne, marquant toutefois la différence entre les ouvriers et les paysans par une autre formule aussi éculée : « Frappons ensemble, chacun de son côté ». Ce sera le cas pendant la période qui va de la révolution de Février à la révolution d'Octobre, et même jusqu'à l'installation définitive du communisme en 1919. Mais à partir de cette époque, il reprendra son projet d'élimination de la petite propriété en faveur des fermes collectives ce qui aboutira à une agriculture catastrophique qui oblige la Russie à acheter de nos jours du blé à l'Amérique!

Ce livre sur les contacts du parti communiste et de la petite paysannerie est important pour ceux qui s'intéressent aux rapports entre les ouvriers et les paysans. Le parti communiste, dans sa politique paysanne, est devenu l'allié objectif du capitalisme de concentration. Lorsque Lenine prétend que cette politique est indispensable à la socialisation, il nous trompe et la Chine en est la démonstration vivante. En réalité, Lenine rejetait la solution coopérative pour laquelle il avait autant d'aversion que pour les syndicats. Il rejetait la proposition de Bakounine pour qui la terre n'appartient à personne et est en la possession de celui qui la travaille pour le temps pendant lequel il la travaille.

J'ai dit toutes les vertus de cet ouvrage, sans oublier la clarté de l'exposé qui réclame, certes, de l'attention de la part du lecteur. C'est un texte extrêmement riche en citations, mais prudent dans ses jugements. Tout au moins jusqu'au dernier chapitre où l'auteur ramasse toutes les erreurs, les fautes, les contradictions de Lenine et de ses acolytes pour poser une question pertinente : « Taire la vérité, sauver Lenine, pourquoi ? ». Et d'y répondre en dénonçant les léninistes de tous poils pour lesquels le théoricien communiste est un mythe qu'on agite sans le suivre vraiment. Bien sûr cela m'a fait sourire. Au moment du XXII^e congrès du parti communiste russe, qui dénonça le stalinisme, j'écrivais dans Le Monde Libertaire : « Aujourd'hui Staline, demain Lenine, puis le tour de Marx viendra. Ça ne s'arrêtera plus ! » Ce qui fit rugir tous les petits gauchistes de facultés. L'auteur, qui se garde bien de se définir politiquement, mais dont le « populisme » me paraît un mélange de marxisme et d'esprit libéral, ne me semble pas avoir encore entièrement rejeté Marx, père putatif de ces théories réactionnaires sur la paysannerie. Cela viendra ! En attendant, lisez ce livre, remarquable en tous points.

Francis AGRY

Aspects idéologiques de la science-fiction

Si la science-fiction a été longtemps considérée comme une littérature « populaire » que les spécialistes regardaient avec un sourire de mépris, elle est de plus en plus prise au sérieux, et parmi la diversité des ouvrages on trouve des œuvres de qualité, qui n'ont rien à envier aux littératures « nobles ». La science-fiction connaît des genres divers : space opera, heroic fantasy, spéculative fiction, etc., correspondant à une évolution profondément liée aux conditions économiques et idéologiques de l'époque et du lieu de sa production.

La forme qui vient tout de suite à l'esprit, c'est le space opera, histoires d'aventures se situant dans un décor spatial, genre qui connut son heure de gloire dans les années 40-50. Les États-Unis sortaient alors victorieux de la seconde guerre mondiale et connaissaient une apogée technologique et sociale provoquant un esprit de conquête et de leadership que l'on retrouve à la base du space opera : le thème fondamental étant la domination de l'univers par la terre (et donc les guerres nécessaires à cette domination), la terre étant identifiée aux États-Unis et si l'on évoque à la rigueur les pays de l'Est, le Tiers-Monde est toujours inexistant.

La vision politique sous-tendue par ces ouvrages est celle d'un Etat unique, omnipotent, au pouvoir parfois même héréditaire... De la foule anonyme, encadrée par les dirigeants, sort le héros, qui va souvent accéder au pouvoir ou en tout cas détenir entre ses mains les destinées de l'humanité. Ce héros blond et musclé va défendre sa société contre les barbares ennemis, laids et antipathiques. Là aussi, on va retrouver le reflet de la situation des États-Unis de l'époque, aux ambitions dominatrices et au mépris souverain des peuples moins « évolués ».

En dehors de cette tendance générale, on va trouver malgré tout d'autres écrivains, comme Clifford Simak et Ray Bradbury, chez qui la science-fiction est avant tout prétexte à poésie.

L'heroic fantasy, mélange de science-fiction et d'épopée épique, souvent d'inspiration moyenâgeuse, prit la relève, car laissant plus de liberté à l'imagination, mais sans en changer les aspects fondamentaux : on y retrouve toujours de puissants seigneurs et des héros blonds se courant de gloire.

Mais, vers les années 60, la situation dominante des États-Unis périclita, et l'on va voir apparaître d'autres genres, où le conformisme est moins grand car la confiance ne règne plus dans les valeurs traditionnelles. Le héros va se rapprocher de l'individu moyen, sera souvent peureux et paresseux. En même temps, le côté oppresseur de l'Etat est mis en évidence, et l'action se situant dans un futur plus proche (souvent dans un siècle ou un demi-siècle) il devient clair que l'histoire n'est que prétexte à défendre ses idées, attaquer les institutions oppressives. Dans ce courant de la spéculative fiction et de la politique-fiction, Phil Dick est un écrivain particulièrement représentatif : Le maître de Haut-Château est l'histoire d'un monde où l'Axe aurait gagné la seconde guerre mondiale, dans Le prisme du désert, le héros perdant son état-civil perd aussi son existence dans la société. On retrouve souvent, aussi, l'idée de fantoches, de « simulacres » tenant le pouvoir. A travers cette idée que ce qui nous entoure est un piège dont use l'Etat pour renforcer son emprise, on sent toute l'influence des mouvements de contestation des années 60, et d'une remise en cause qui a connu des moments forts à cette époque.

Déjà Huxley et Orwell avaient dans des ouvrages célèbres (Le meilleur des mondes et 1984) utilisé un décor futuriste pour attaquer l'uniformisation, l'aliénation, l'écrasement de l'individu dans une mécanique implacable.

Beaucoup d'auteurs de S.F. vont maintenant aller dans le même sens. Ursule Le Guin va nous décrire une colonie lunaire libertaire, habitée par des gens ayant quitté une terre divisée en deux blocs sclérosés. « Les révolutionnaires de Nio ne faisaient pas seulement la grève pour de meilleurs salaires. Ils ne sont pas seulement socialistes, ce sont des anarchistes, ils faisaient la grève contre le pouvoir... » (Les dépossédés). La nouvelle science-fiction foisonne d'écrivains contestataires, attaquant à travers une description futuriste et une manière nouvelle de traiter la narration (voir W. Burroughs et l'école de la New Thing) les idées reçues et les institutions établies.

La science-fiction, par sa grande diffusion, présente l'immense intérêt de constituer ce qui est en voie d'extinction, si tant est qu'elle ait jamais existé vraiment : une littérature populaire où, à côté de collections médiocres, existent beaucoup d'ouvrages de bonne qualité et capables, de façon aussi convaincante qu'un discours, de participer à la diffusion des idées anti-autoritaires.

Jacques PERDEREAU

Théâtre

Patate

Au théâtre St-Georges

C'est toujours avec une certaine nostalgie que l'on assiste à la représentation d'une pièce de Marcel Achard. Celui qui se fit connaître de tous en 1929 en présentant un remarquable trio formé par Valentine Tessier, Louis Jouvet et Michel Simon, a continué, après Jean de la Lune, à écrire de charmantes comédies de boulevard. Dans ses dernières œuvres on découvre un homme plus crispé et malgré tout marqué par l'époque rude qui succéda aux années dites « folles ». Patate est une pièce amusante parfois, mais cynique et avec des moments odieux dans certains passages. Nous sommes loin de La belle meunière ou de Domino. La reprise par le théâtre St-Georges comporte dans le rôle de Patate l'excellent comédien Pierre Doris. Déjà dans Pygmalion on avait remarqué sa parfaite composition du personnage du père. Maintenant il se donne à fond et le personnage lui va comme un habit taillé sur mesure.

Cette histoire d'amis d'enfance, dont l'un garde une haine constante envers son camarade, plus gâté par la vie et plus ambitieux, est très amère. Une intrigue amoureuse entre le riche et la fille moderne du pauvre et éternel Patate permet à ce dernier une revanche définitive. Les interprètes sont au-dessus de tout éloge. Nelly Vignon et Jeanne Colletti sont étonnantes de vérité dans leurs rôles opposés ; l'une aimante sans limite et la seconde méfiante et soupçonneuse à juste titre. Kelvin Dumour, simple et acidulée, donne la note pimentée rêvée par l'auteur. Michel Auclair, le porteur de tous les péchés du monde, dans son interprétation difficile, évite tous les pièges de cet emploi ingrat ; sa scène d'humilité au second acte dénote le parfait comédien. Avec Pierre Doris comme souffre-douleur, je crois que cette comédie grinçante va s'incruster pour longtemps dans la salle de Mme Morgan.

Solidarité...

En attendant de passer en procès (TPFA) pour être jugé pour insoumission à l'armée et où il risque une peine de 2 ans de prison, Philippe Gosselin reste emprisonné à Rennes où vous pouvez lui écrire afin de lui manifester votre solidarité antimilitariste.

Philippe GOSSÉLIN
Prisonnier à la section militaire
Maison d'arrêt Jacques Cartier
35 000 RENNES

La France agricole n'est plus ce qu'elle était

Comment on pousse au suicide un éleveur

La famille Métral de Groisy (Hte-Savoie), Gilles 37 ans, sa femme Denise 32 ans, leurs 2 enfants de 8 et 10 ans, son frère Christian 27 ans, sont propriétaires de 10 hectares dont 5 exploitables, surface tout à fait insuffisante pour faire vivre leur famille. Les Métral engraisent des veaux depuis 67 ; en 70 ils passent un contrat d'exclusivité de fournitures d'aliments avec la WESSAFIC pour produire des veaux de boucherie en élevage industriel. Elle leur fait les prêts nécessaires pour l'achat de ces aliments et des jeunes veaux.

La famille Métral commence à avoir des ennuis en 1972. Les veaux au lieu d'être vendus à 100 jours environ, profitent mal et doivent être vendus à 120, 130 jours. En 1973, c'est pire, les veaux sont maigres et invendables. Avec des bandes de 478 veaux, les pertes financières sont très importantes. Se cumulent en effet des pertes de qualité (veaux maigres-prix plus bas), des pertes de quantité (2 bandes par an au lieu de 3,5), un coût supérieur d'alimentation (1/3 en plus) et des médicaments (diarrhée, etc.).

A chaque accident, les représentants et techniciens de la société WESSAFIC mettent en cause la ventilation, les bâtiments, le plan d'alimentation établi par la WESSAFIC, qu'ils modifient. Sont mis en doute la compétence des éleveurs, la provenance des jeunes veaux qu'elle fait aussi changer, l'aliment qu'ils remplacent par un autre de leur maison..., la qualité de l'eau. Rien n'y fait, les résultats sont de plus en plus

catastrophiques et les dettes s'accroissent ; en 1974, 60 millions d'A.F., somme équivalente aux terres et aux biens des Métral sur lesquels la WESSAFIC a une hypothèque. WESSAFIC poursuit alors en justice les Métral.

La famille Métral fait analyser la farine des veaux au laboratoire des Agriculteurs de France. Cette analyse, comme celle demandée par d'autres éleveurs de l'Isère et du Sud-Ouest, révèle pour le lait NUKAMEL « une composition aberrante pour un aliment de boucherie », défaut de protéine et une solubilité insuffisante qui rend très peu digestible.

Assignation de la WESSAFIC fin avril 74 par la famille Métral : le tribunal d'Annecy désigne fin 74 un expert dont le rapport plus que tendancieux reste évasif, sans mettre en cause la qualité de la poudre de lait. Le tribunal, s'appuyant sur ce seul rapport, refusant une contre-expertise, condamne les Métral à payer cette soi-disant dette de 60 millions d'AF à la WESSAFIC. Ce jugement est confirmé par la cour d'appel de Chambéry en mai 77. Actuellement l'affaire est devant la cour de cassation. En octobre 77, sur ordre de la WESSAFIC, l'huissier est allé faire l'inventaire des biens de la famille Métral qui sont maintenant sous saisie.

Le cas Métral n'est pas un cas isolé. A ce jour, plus de 250 éleveurs en litige avec la WESSAFIC pour les mêmes raisons ont été recensés par le CLEI (Comité de Lutte des Eleveurs Intégrés).

dant trois ans et ils ont été contraints d'arrêter leur travail chacun pendant trois et quatre mois. Ils ont été soignés par 2 médecins pour intoxication au Lindane.

En novembre 74, les Métral ont porté plainte pour blessure par imprudence ; le juge d'instruction d'Annecy n'a désigné les experts médicaux qu'en avril 1976. Les deux médecins commis se sont contentés de faire un examen sommaire sans aucune analyse de sang et ont conclu qu'il ne pouvaient affirmer que l'intoxication de 1974 était due « de façon certaine et indiscutable » au Lindane. Une contre-expertise a été refusée au Métral et le tribunal d'Annecy et la cour d'appel de Chambéry ont conclu par un non-lieu. Or les analyses de sang effectuées en février 78 sur quatre personnes de la famille Métral et sur un éleveur de Vendée également intoxiqué par le Lindane, ont révélé des traces de produits toxiques, trois ans et demi après.

La lutte des paysans travailleurs

Pendant l'été 77 les paysans travailleurs dénoncent dans toute la France par voie d'affiches et de tracts les escroqueries de la WESSAFIC. Celle-ci poursuit en diffamation trois paysans travailleurs dont Joseph Bouvier de Hte-Savoie. Le procès a eu lieu à Laval le 22 février 78.

L'action du comité de soutien

En Hte-Savoie un comité de soutien à la famille Métral et à Joseph Bouvier s'est constitué fin 77. Ce comité a depuis décembre 77 mené une campagne très active d'information par la presse, réunions-débats, meeting sur la justice, et se donne pour but :

- d'empêcher la saisie
- d'exiger l'arrêt des poursuites
- dénoncer les escroqueries de la WESSAFIC sur les éleveurs et les consommateurs.

En trois mois, le bilan est positif :

- la saisie n'a pas eu lieu
- l'opinion publique commence à être alertée
- la presse aussi bien régionale que nationale en a parlé
- le procès de Laval a été gagné. 1500 paysans étaient à Laval.
- les organisations agricoles ont commencé à se mobiliser
- l'élevage Métral a redémarré en mars 78.

Résistance de la petite exploitation

Alors que la France du XVIII^e siècle était un royaume de paysans, elle ne comptait déjà plus que 50% d'agriculteurs au milieu du XIX^e siècle, et si entre les deux guerres cette population s'est sensiblement maintenue, actuellement elle ne représente plus guère que 14% de la population.

« Il faut que le taux annuel de diminution de la population agricole soit notablement accéléré » estime Sicco Mansholt.



Faire place nette pour la culture industrielle, partir à la ville, chômeur, gardien de nuit, OS parmi des compagnons dont ils ne saisissent guère le langage, HLMisés, déshonorés. Ils partent donc et le nombre des fermes ne cessent de diminuer : 5,5 millions en 1900, un peu plus d'1 million aujourd'hui. Ce sont bien sûr les petites qui ont été touchées. Sur les 4 millions d'exploitations de 5 hectares que comptait la France en 1900, il n'en reste plus que 4000, dont celle de Gilles Métral.

Economiquement, ces fermes sont des structures de sous-développement, elles contraignent le paysan et sa famille à une vie de peine et de misère. C'est là que le paysan ne joue pas le jeu du technocrate Sicco Mansholt. Parce que le paysan, responsable de son exploitation, est attaché à son travail, malgré les conditions très rudes il accepte mal de quitter le pays.

La propriété de Gilles Métral convient bien à l'élevage des veaux, mais parce que manquent des structures coopératives pour permettre de résister au grand capitalisme, parce que socialement les exploitations trop petites devraient se regrouper, ces petites entreprises sont la proie facile des requins de l'industrie agro-alimentaire.

L'exemple des collectivités espagnoles de 36-39 devrait apporter un début de solution aux petits exploitants agricoles, en rassemblant dans la mesure du possible (et si les conditions géographiques le permettent) leurs terres, en exploitant un matériel agricole (couleurs) en commun, en créant des coopératives de production (dans l'industrie laitière par exemple beaucoup de coopérative existent), en se donnant des structures de résistance, des structures sociales (telle que crèche, lieu de rencontre, etc.) pour faciliter leur travail.

L'agriculture est à un moment critique, où l'individualisme de l'exploitant doit faire place à la coopération. En effet, si la condamnation de la WESSAFIC est à court terme l'arrêt des ennuis pour la famille Métral, l'entreprise sera toujours fragile, coincée entre d'autres requins de l'industrie alimentaire, des fabricants de farine, le Crédit Agricole, etc., tant il est vrai que la France ne veut plus compter parmi elle de si petites entreprises (- de 10 ha).

Ils restent pour les petits exploitants à pratiquer, avec dans la mesure du possible les ouvriers et les organisations ouvrières, la coopération, l'entraide, la solidarité. C'est le début de notre idée, le socialisme libertaire.

J.-P. D.



Comment on pousse au cimetière éleveurs et consommateurs

Du fait de leur mauvaise alimentation, les veaux nécessitent des soins vétérinaires importants. La WESSAFIC a fait soigner les veaux avec un produit qu'elle leur a conseillé et vendu : l'Emulpan. Ce produit, à base de LINDANE, est interdit par la réglementation française, sauf sur prescription vétérinaire et dans ce cas la viande ne peut être vendue à la consommation ayant 3 ans.

En faisant soigner 3200 veaux à l'Emulpan et en les vendant à 120, 150 jours et même après que les services vétérinaires officiels aient découvert cette dangereuse fraude, la WESSAFIC s'est moquée aussi bien des éleveurs que des consommateurs en mettant leur santé en danger.

Les Métral ont d'ailleurs été victimes d'intoxication par l'utilisation de cet insecticide pen-